

Il s'est légèrement creusé au troisième trimestre de l'année

# Le chômage grimpe à 9,4%

Kawtar Tali  
ktali@aujourd'hui.ma

Une légère augmentation du chômage a été observée au troisième trimestre 2019. Plus de 1,11 million de Marocains se sont trouvés en cette situation contre 1,08 million recensés à fin septembre 2018, soit un additionnel de 26.000 personnes. Cette hausse a élevé le taux de chômage à 9,4% contre 9,3% une année auparavant. C'est ce que relève le Haut-Commissariat au Plan (HCP) dans sa note d'information relative aux principaux indicateurs du marché du travail au troisième trimestre de l'année. Six régions captent 79,2% des chômeurs. Casablanca-Settat arrive en tête avec 24,1%, devançant largement Rabat-Salé-Kénitra (13,9%),

Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (12,6%), l'Oriental (9,8%), Souss-Massa (9,4%) et Fès-Meknès (9,4%). La tendance trimestrielle laisse apparaître une accentuation du chômage dans les zones rurales. On note ainsi 23.000 personnes en situation de chômage dans le milieu rural, soit un taux de 4,5% contre 3,9%. Et avec un total de 3.000 chômeurs à fin septembre, le taux de chômage en ville s'est rétracté passant en une année de 13,1 et 12,7%. L'analyse régionale fait ressortir un taux de chômage plus élevé dans les régions du Sud. Il s'est établi à 15,5% à fin septembre. L'Oriental arrive en deuxième position avec un taux de 14,2%, suivi du Souss-Massa (11,7%) et

*Le chômage reste relativement élevé parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, soit un taux de 26,7% contre 7% parmi les personnes âgées de 25 ans et plus.*

Tanger-Tétouan-Al Hoceïma (11,2%). En revanche, le taux de chômage a baissé au niveau de Marrakech-Safi et Béni Mellal-Khénifra. Il s'est situé respectivement à 6,3 et 4,7%. Le HCP constate par ailleurs que le chômage reste relativement élevé parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, soit un taux de 26,7% contre 7% parmi les personnes âgées de 25 ans et plus. Les femmes et les diplômés sont les plus concernés, soit des taux respectifs de 13,9 et 15,5%. Le Haut-Commissariat au Plan note par ailleurs que plus de la moitié des chômeurs recherchent leur premier emploi. Cette tranche représente un taux de 55,3%, dont 49% d'hommes et 67,4% de femmes. Il est également souligné que 66,8% des chômeurs sont en situation de chômage de longue durée au moment où 27,8% se sont retrouvés dans cette situation après licenciement ou arrêt de l'activité des entreprises qui les a employés. Notons que le troisième semestre de l'année a été marqué par un recul du sous-emploi basculant à 9,1% contre 9,6% enregistré à la même période de l'année passée. Le volume s'est établi à 969.000 personnes dont 481.000 en milieu urbain et 488.000 dans les zones rurales. A cet effet, la population active occupée en situation de sous-emploi liée au nombre d'heures travaillées est passée de 352.000 en septembre 2018 à 380.000 personnes à fin septembre 2019. Le taux a ainsi grimpé à 3,5% contre 3,3% une année plus tôt. En parallèle, la population active occupée en situation de sous-emploi lié à l'insuffisance du revenu ou à l'inadéquation entre la formation et l'emploi exercé,

est passée de 669.000 à 589.000 personnes au niveau national, avec un taux passant de 6,3 à 5,6%. Il est à préciser toutefois que le taux de sous-emploi des hommes est deux fois plus élevé que celui des femmes, soit des taux respectifs de 10,2 et 5,2%. S'agissant du taux d'activité, il aurait stagné au troisième trimestre se situant ainsi autour de 44,9%. Il a marqué une hausse en milieu urbain contre une régression en milieu rural. L'écart entre genres reste significatif, soit 70,1% pour les hommes et 20,5% pour les femmes. Le taux d'emploi a également stagné. Il a atteint à fin septembre les 40,7% marquant une hausse de 0,7% point en villes et 1,4 point dans les campagnes. L'écart entre hommes et femmes est pour sa part évalué à 46,8 points avec des taux d'emploi respectifs de 64,5 et de 17,7%.

« Le taux de sous-emploi des hommes est deux fois plus élevé que celui des femmes, soit des taux respectifs de 10,2 et 5,2%.

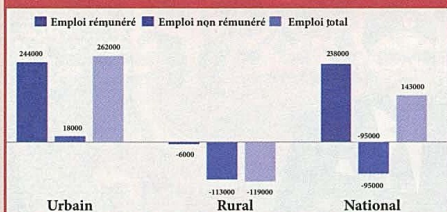


«Les services», principal pourvoyeur d'emploi du 3<sup>ème</sup> trimestre

## 143.000 postes créés à fin septembre

Ralentissement de la création d'emploi au troisième trimestre. A fin septembre, l'économie marocaine a créé 143.000 postes contre 201.000 à la même période de l'année passée. Cette rétraction résulte de la création de 262.000 postes au niveau des villes au moment où les campagnes en ont perdu 119.000 sur la même période. «Par type d'emploi, 238.000 emplois rémunérés ont été créés, résultat d'une création de 244.000 en milieu urbain et d'une perte de 6.000 en milieu rural», explique le HCP dans ce sens. Et de préciser que «l'emploi non rémunéré, constitué d'environ 97% d'aides familiales, a régressé de 95.000 postes, conséquence d'une perte de 113.000 en zones rurales et d'une création de 18.000 emplois en zones urbaines». S'agissant de la contribution sectorielle à la création nette d'emploi, «Les services» arrive en tête des secteurs, renforçant de 7,2% la dynamique de l'emploi en son sein. 336.000 postes ont été créés dans ce sens dont 260.000 dans les périmètres urbains et 76.000 dans le milieu urbain. «Ces nouveaux postes ont été créés principalement par la branche du commerce et de réparation d'automobiles et de motocycles avec 135.000 postes», commente le HCP. Le BTP a créé pour sa part 37.000 postes durant le 3<sup>ème</sup> trimestre marquant ainsi une hausse de 3,3% du volume d'emploi dans ce secteur. L'essentiel de ces créations a été observé dans les zones rurales, soit 24.000 nouveaux postes contre 13.000 postes dans les villes. Le HCP a observé par ailleurs une décélération de création d'emploi au niveau de l'agriculture, forêt et pêche. Le secteur a perdu durant le trimestre 204.000 postes d'emploi. La même tendance est observée au niveau des branches industrielles y compris l'artisanat. Le volume d'emploi au niveau de ce secteur a fléchi de 2%, soit 26.000 postes perdus au troisième trimestre.

### Création nette d'emploi selon le milieu de résidence



### Création nette d'emploi par secteur d'activité économique

